



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS N° 2020-12-35

COMITE SYNDICAL DU 09 DECEMBRE 2020

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

L'an deux mil vingt, le neuf décembre à 18h15, le Comité Syndical de l'USTOM du Castillonnais et du Réolais dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire de ses séances, après convocation légale, à la salle polyvalente de Massugas, sous la présidence de M. Christian MALANDIT-SALLAUD.

Date de la convocation : 02 décembre 2020

Délégués en exercice : 39

Délégués présents : 35

Pouvoirs : 3

Secrétaire de séance : Fabrice MICHEL

Le quorum est atteint, le Comité Syndical peut délibérer valablement.

\*\*\*\*\*

Communauté de communes de Castillon-Pujols : ANGELY Jacques, BOURDIER Christian, DELONGEAS Jean-Claude, DUVAL Viviane, FAURE Charles, LAVIGNAC Marie-Claude, THIBEAU Daniel / Communauté de communes de l'Entre Deux Mers : BRIS Daniel, MALAMBIC Benjamin, MIQUEU Christophe, MOTHES Christophe / Communauté de communes du Grand St Emilionnais : MICHEL Fabrice (pouvoir de ALFONSO CHAROLI Agnès), GUIMBERTEAU Yannick / Communauté de communes de Montaigne Montravel : BOUTY Gilbert, GALLOT Christian (pouvoir de BOIDE Thierry), LAPEROUSAZ Patrick, MARTY Sylvain, REY Jean-Louis / Communauté de communes du Pays Foyen : BOUDENS David, GARCIA Miguel, GROSSIAS Mireille, LACHAIZE Yolande, MARGOUILLE Michel, TOULOUSE Brigitte, SAHRAOUI Marc, ROBERT Pierre, ROUBINEAU Jean-Pierre / Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde : ARDOUIN Eliam, CHAMPAGNE Marie-Claude, DESPUJOL Michel, LABARBE Anne-Marie, LAMARCHE Alexandre, MALANDIT-SALLAUD Christian, MARTY Bruno, MERCIER Bastien, MONGET Oliver.

Absents ayant donné pouvoir :

Communauté de communes de l'Entre Deux Mers : LABORDE Thierry (pouvoir à MARTY Sylvain) / Communauté de communes du Grand St Emilionnais : ALFONSO CHAROLI Agnès (pouvoir à MICHEL Fabrice)

Absents excusés :

Communauté de communes de Castillon-Pujols : POIVERT Liliane.



### DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2021

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-29, L. 2312- 1, L.3312-1, et L.5211-3,

Vu l'article 107 de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 ayant modifié les articles L.2312-1, L.3312-1, L.5211-36 alinéa 2 et L.5622-3 du CGCT relatifs au DOB, en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat,

Vu le Décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire,

Vu l'article 1.2.1 du titre III chapitre 1 de l'instruction budgétaire et comptable M4, N° INTB0200544J,

Considérant qu'il appartient à l'assemblée de débattre sur les orientations budgétaires préalablement au vote du budget primitif,

Considérant la présentation d'audit budgétaire précédemment réalisé,

Considérant les présentations de projets budgétaires en investissement et en fonctionnement,

Considérant la tenue d'échanges relatifs aux arbitrages à réaliser,

M. Le Président expose au Conseil Syndical le document ci-annexé.

Après avoir entendu l'exposé du Président et après en avoir débattu, le Conseil Syndical à l'unanimité :

- **Prend acte** de la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires 2021 ainsi que des conclusions de l'audit financier présenté en amont de ce débat.
- **Confirme** que les échanges se sont déroulés conformément à la législation en vigueur et sur la base du document ci-annexé, chacun ayant pu s'exprimer librement sur les propositions émises et formuler une opinion.

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette décision,
- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,  
Au registre sont les signatures.

Certifiée exécutoire par réception  
Sous Préfecture le :

Par publication ou notification le :

Le Président  
Christian MALANDRIN





ANNEXE A LA DELIBERATION :







**Le débat d'orientation budgétaire (DOB)** permet au conseil syndical d'être informé de l'évolution de la situation financière de la collectivité et de débattre des orientations budgétaires, des engagements pluriannuels envisagés, de la structure et de la gestion de la dette qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif.

La tenue d'un DOB est obligatoire depuis la loi Administration Territoriale de la République de février 1992 dans les communes et EPCI de plus de 3 500 habitants. Le DOB doit avoir lieu dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif, lequel doit être voté au cours d'une séance ultérieure et distincte.

**Depuis la loi NOTRe du 7 août 2015 :**

\*le rapport d'orientations budgétaires présenté par l'exécutif doit faire l'objet d'une délibération spécifique

\*lorsqu'un site internet existe, le rapport, après adoption par l'organe délibérant, doit être mis en ligne

\*pour les communes et EPCI de plus de 10 000 hab., le rapport doit préciser l'évolution et l'exécution des dépenses de personnel

**Les grandes orientations depuis 2014**

Depuis 2014, une série d'actions sur les dépenses de prestations de service ont été conduites afin de rétablir une politique d'Investissement nécessaire au Syndicat et à son développement. La principale orientation a été d'agir sur les dépenses liées aux marchés de collecte et de tri.

Ainsi, la collecte du verre en porte à porte a-t-elle été abandonnée et la collecte des ordures ménagères en zone rurale a-t-elle été ramenée d'une collecte hebdomadaire à une collecte par quinzaine, permettant avec d'autres actions concomitantes de réaliser une économie d'environ 1 millions d'euros.

Toutefois, de lourds investissements se sont avérés nécessaires, de par la vétusté du quai de transfert de Massugas, la rénovation ou la construction de bureaux administratifs. Les travaux ont été entrepris en 2018, 2019 sans subventions, sans autofinancement, en ayant recours à 4,430 millions d'€ d'emprunts, qui crée une capacité de désendettement de près de 22 ans.

Ces choix de gestion, nous ont conduits dans l'impasse budgétaire dans laquelle l'USTOM se trouve plongée aujourd'hui, situation révélée par l'audit financier de KPMG en novembre 2019 et confirmée par l'audit financier du cabinet KLOPFER présenté ce jour.

La dégradation budgétaire s'est poursuivie en 2020 du fait de multiples événements, parmi lesquels la pandémie liée à la COVID 19.

Pour 2021, l'augmentation abusive des coûts de traitement par une entreprise en situation de monopole, VEOLIA, l'augmentation de la taxe sur les activités polluantes (TGAP) la baisse drastique des prix de reprise entre autres, réduisent à néant le bénéfice tiré d'actions d'amélioration du service, l'extension des consignes de tri notamment, alors que nous devrions poursuivre une politique d'investissements indispensables. Dans ce contexte, la création d'une nouvelle déchèterie à Saint Magne a été abandonnée.

Comme indiqué lors des débats d'orientations budgétaires précédents, sans recettes nouvelles, cette dégradation budgétaire sera accentuée, le risque de cessation de paiements ne pouvant être exclu.

### L'exécution du Budget 2020 et les perspectives 2021 :

#### I/ Les DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : L'article 611 du Chapitre 011 :

Le 611 est l'article qui impacte le plus la section de fonctionnement, notamment au regard du poids du 611 (prestations de services).

L'article 611 est en augmentation :

	CA 2019	BP + BS + DM 2020	BP 2021
<b>Marchés de prestations et 611</b>	<b>5 283 958,37 €</b>	<b>5 470 324,60 €</b>	<b>6 104 993,87 €</b>

Il convient de noter au titre de l'exécution 2020 ; l'augmentation des marchés de prestation liée entre autres à la saturation de certaines filières (bois), l'augmentation du recours à l'intérim dû aux arrêts et au changement de comptable (6K€), une augmentation des tonnages d'encombrants (transfert gisement COVID valorisable à non valorisable), une diminution de la densité du sélectif (chargement gravitaire et extension des consignes) qui entraîne une hausse du coût du transport (28K€), la mise en place de la collecte estivale en C1 (200 K€), l'externalisation de la gestion du déchet vert (67K€), l'augmentation des prix de prestataires (TGE 18 K€).

Sont à prévoir en 2021 ; les révisions de prix de marché suite à indexation (100k€), la très forte réévaluation des coûts de traitement (+ 750 K€ / an), une augmentation des coûts de vidéo surveillance avec l'aboutissement d'installation du parc (25 K€ Massugas, Rimons, Recyclerie), l'externalisation de gestion du déchet vert sur année pleine (170 k€), une augmentation des coûts de transport (30 K€, tri sélectif moins dense en extension), des vidanges de bacs de rétention (8k€).

Quelques pistes d'économie existent mais devront être confirmées : une baisse des coûts de gestion du bois (25K€), une baisse du coût de tri (15 K€) et des refus (15K€), une baisse du coût de gestion des produits toxiques (15 K€)

Au titre du prévisionnel 2021 sont exclues les dépenses complémentaires suivantes : la collecte estivale, la maintenance des espaces verts et le nettoyage des bornes.





	BP+BS+DM 2020		Prévision CA 2020		Tonnage	Tarif marché	Prévision BP 2021	
Marché de Collecte en PAP	1495 135,44		1700 080,44			Forfait	1533 416,28	
OM en PAP	420 342,00	2 347 177,94 €	428 548,44	2 511 526,81 €	11 300	40,65	459 345,00	2 405 271,28 €
Recyclables en PAP	431 700,50		382 897,93		3 500	117,86	412 510,00	
Collecte en PAV (Marras)	143 546,40		156 520,90		2 600	54,32	141 232,00	
Collecte en PAV (FMB)	104 133,10	255 550,26 €	55 494,42	218 855,40 €	340	178,38	60 649,20	209 318,26 €
Collecte en PAV (OMB)	1468,56		1362,82		6	255,76	1534,56	
Collecte en PAV (IBM)	6 402,20		5 477,26		150	39,35	5 902,50	
Enfouissement OM	1196 250,00	1 196 250,00 €	1279 816,60	1 279 816,60 €	11 536	109,00	1257 424,00	1 884 424,00 €
Enfouissement Encombrant					5 500	114,00	627 000,00	
EGGER (Bois)					800	33,00	26 400,00	
Transport et Traitement du Déchets Verts	160 112,14	187 732,14 €	98 513,33	52 116,00 €	6 400	18,50   et 19,50	119 272,00	188 112,13 €
Broyage du Déchets Verts	27 620,00		52 116,00		6 000	366,03	54 840,13	
Criblage							14 000,00	
DDM + ECODDS Déchetteries (SIAP)	65 000,00		40 839,92		Non défini	Divers	45 000,00	
TGE Traitement Encombrants	69 891,36		104 826,73		650	142,22	92 443,00	
TGE Traitement Bois	19 316,10	135 687,06 €	7 584,81	147 698,50 €	150	62,31	9 346,50	140 312,50 €
TGE Traitement Déchets Verts	36 828,00		20 672,14		580	41,85	24 273,00	
TGE Tri Manuel + emb vide souillé	1690,00		3 110,40		Non défini	Divers	3 300,00	
TGE Traitement du Carton	1160,00		1995,48		60	25,00	1500,00	
TGE Traitement	6 801,60		9 508,94		1500	6,30	9 450,00	
Gravats : Les Pierres de Frontenac	11 808,50		9 271,94		2 500	5,50	13 750,00	
Transport des Gravats (CP)	53 352,00		62 521,20		530 Rotations	117/rotation	62 010,00	
Transport Encombrants	73 662,81	328 104,24 €	65 531,17	299 109,77 €	5 500	13,28	75 423,33	344 529,10 €
Transport OM (MAUFFREY)	121 747,02		124 663,87		11 536	11,79	141 008,37	
Transport Tri PAP + PAV (MAUFFREY)	129 845,15		106 082,59		3 840	32,31	125 734,40	
Transport JRM	2 849,26		2 832,14		150	15,32	2 363,00	
Traitement du Tri (COVED)	630 275,20	695 330,80 €	520 757,83	606 920,89 €	3 840	146,03	560 096,00	636 871,30 €
Refus de Tri (COVED)	65 055,60		86 163,06		845	91,03	76 775,30	
Diverses prestations demandées par les services	280 583,32		132 058,65				148 995,31	
	5 556 576,26		5 459 249,01				6 104 993,88	



### Les autres charges générales du Chapitre 011 :

Le budget des charges générales est en augmentation, malgré la recherche d'économies.

Au titre de l'exécution 2020 sont à noter : la mise en place de l'extension des consignes de tri (+68 k€ stickers, envois, flyers, mémo tri, flocage, maquettes), des pannes sur le parc (25 K€ broyeur, crible) et sur le matériel roulant (54,5 K€), la location d'une pelle élévatrice (22 K€), des coûts liés à la sécurité COVID (7K€), le lancement de l'étude sur les bio déchets (47 k€).

Sont à prévoir pour 2021; la mise en place du projet bio déchets (21 K€ matériel, services civiques, documents, formation), des achats liés aux EPI (Equipements de protection Individuels) et COVID (22 K€), la maintenance des équipements neufs (9 k€ portails, traitement eau Massugas, étalonnage balances produits toxiques), la location de matériel roulant (chargeur/PL - 70 k€), la réparation de bennes de déchèteries (10k€), des remplacements de caméras et détecteurs en déchèteries (10K€), l'achat de sacs pour la collecte des DPS en PAP à Sainte Foy la Grande (10K€). Une augmentation des fournitures et de l'outillage en vue de minimiser le recours aux prestataires (12 K€), des assistances à maîtrise d'ouvrage pour le marché de collecte et d'assurances (40 k€), la mise en place d'une prestation informatique (25 K€).

Des économies sont attendues sur l'extension des consignes de tri, les fournitures bureautiques.

	CA 2019	BP + BS + DM 2020	BP 2021
<b>Charges Générales</b>	<b>962 048 €</b>	<b>983 531,68 €</b>	<b>1 230 964,37 €</b>

### Les frais de personnels en 2020 et les prévisions 2021 :

#### Les frais de personnels sont en augmentation constante :

Si les prévisions 2020 s'élevaient à 2 054 000 €, le prévisionnel des réalisations au CA devraient atteindre 2 191 000€.

Parmi les causes de cette augmentation au titre de l'exécution 2020; la charge annuelle d'un poste dédié à la mise en place du prélèvement (29k€), les augmentations liées au Glissement Vieillesse Technicité (GVT), des arrêts maladie (960 J) et COVID élevés, la rupture conventionnelle de 2 titulaires et ARE (42K€), le passage de 3 fonctionnaires en contrat de droit privé sous Convention Nationale des Déchets (CND, 15K€), le maintien d'un agent USTOM ancien détaché COVED mis à disposition du CDG (46K€), 4 CDD pour saisie de RIB en début d'année (9k€), la création d'un temps plein (sept-20) pour la livraison des bacs au domicile des usagers (25 K€).

Sont à prévoir en 2021 ; l'augmentation liée au GVT et des augmentations d'assurance statutaire. Il n'est pas prévu d'augmentation d'effectif, mais par contre, d'étudier la possibilité de transformer un poste existant en poste supplémentaire à la communication. Un budget de 35 K€ est intégré pour l'attribution des tickets restaurant au personnel (demande ancienne au CT) et il est prévu une bascule des frais d'intérim sur ce chapitre (611 initial). Les dispositifs d'emploi aidé de l'Etat en 2021 sont incertains.



En outre, 1 agent précédemment détaché auprès de la COVED a été intégré en 2019. **Faute de reclassement possible**, en raison d'un sévère handicap, une mise à disposition auprès du centre de gestion a été effectué en fin d'année 2019. Son maintien en surnombre a pesé à plein en 2020 (coût : 46 K€).

Pour rappel, certains agents ont pu être recrutés en CUI PEC mais le soutien de l'Etat est très en deçà des années précédentes (430 € d'aides/ mois contre 600 € à 1100 € / mois pour les précédents dispositifs) auquel s'ajoute le surcoût de charges patronales dont étaient quasi exonérés les contrats aidés. Parallèlement le recours à des CDI de droit privé engendre un surcoût d'environ + 3000 € à 5000 €/an comparé un fonctionnaire, + 13 000 €/an comparé à un emploi aidé.

	CA 2019	BP + BS + DM 2020	BP 2021
<b>Charges de personnel</b>	<b>1 993 733,39 €</b>	<b>2 191 489,68 €</b>	<b>2 361 746,12 €</b>
<b>Pour mémoire : Projection 2018 à effectif constant (+2 ETP depuis )</b>	<b>2 020 070 €</b>	<b>2 157 749 €</b>	<b>2 240 515 €</b>

#### Les autres dépenses de fonctionnement (chapitres 65, 66, 67 et 68):

Au niveau du chapitre 65, l'exécution 2020 est conforme aux prévisions, à l'exception de la fin d'année, qui a nécessité une réévaluation consécutivement aux dernières élections (+2 VP). Pour 2021, l'indemnisation de 6 Vice-Présidents et du Président est actualisée.

Au niveau du chapitre 66, l'emprunt pour le projet de Saint Magne n'ayant pas été réalisé, l'annuité prévue n'a pas été exécutée. Le projet étant annulé, il n'est pas prévu d'augmentation de ce chapitre. Seuls les intérêts des emprunts déjà en cours étant comptabilisés.

Au niveau du chapitre 67, l'annulation de titres sur années antérieures a été particulièrement importante en 2020, eu égard à une grosse facture de déchets verts annulée et réémise à l'attention du bon tiers. Pour 2021, il est prévu une provision minimale.

Au niveau du chapitre 68, eu égard aux litiges en cours, une provision est établie à 50 000 €. Celle-ci ne tient pas compte d'une éventuelle régularisation de titres envers la commune de Massugas.

#### II/ Les RECETTES DE FONCTIONNEMENT :

Les recettes prévisionnelles 2020 n'atteignent pas les niveaux attendus sur la reprise des matériaux (chapitre 70) compte tenu de la chute des cours, les recettes de la Recyclerie et des déchèteries en rapport à la crise COVID.

Au titre de l'exécution 2020, les recettes du parc sont en ligne avec nos prévisions, celles de déchèteries légèrement inférieures (arrêt d'activité de certaines entreprises due au COVID).



Synthèse des recettes de fonctionnement des chapîtres 70 et 75	CA 2019	BP + BS + DM 2020	BP 2021
<b>Parc : Apports et prestations facturées</b>	184 036,43 €	185 283,00 €	187 423,00 €
<b>Facturation déchetteries</b>	146 638,68 €	136 606,00 €	133 529,00 €
<b>Revente de matériaux</b>	506 283,85 €	257 561,00 €	214 363,60 €
<b>Recyclerie (magasin/loyers/divers)</b>	212 223,67 €	162 800,00 €	202 001,00 €
<b>Refacturation DGFIP</b>	20 409,69 €	18 000,00 €	17 000,00 €
	<b>1 069 592,32 €</b>	<b>760 250,00 €</b>	<b>754 316,60 €</b>

Proposition : Recettes concernant les apports en déchèterie et à Massugas :

Apport et traitement selon les flux	Tarifs au 1 janvier 2019		Tarif proposé par m3	Tarif proposé par t	Recettes estimées * avec nouveau tarif	
	Tarifs H.T.					
	/m3	/ tonne				
	En déchèterie	A Massugas			En déchèterie	A Massugas
Ordures ménagères	-	100€	-	220,00	-	39 600 €
Encombrants	23€	155€	42,00	220,00	124 320 €	134 640 €
Bois	7€	46€	33,00	173,00	14 784 €	14 255 €
Déchets verts	8,5€	57€	30,00	136,00	36 000 €	79 424 €
Total					443 023 €	

\* Dans ce scénario, le coefficient d'apport utilisé est de 0,8%

A périmètre équivalent, la recette pour les apports en déchèteries et à Massugas est estimée à 295 952€.

La modification des tarifs, nécessaire et indispensable, du fait de l'augmentation conjuguée du traitement et de la TGAP pour les encombrants, nécessaire pour les déchets du fait du recours à un prestataire pour le traitement, laisse entrevoir une recette de 443 023€ soit 147 000€ supplémentaires, non intégrés aux prévisions à ce stade.





En matière de redevance, les recettes 2020 dépassent le niveau attendu grâce à un meilleur recouvrement (notamment sur des sommes issues des années 2015 et 2016, sur lesquelles aucun rattachement n'avait été réalisé. Il s'agit donc d'un supplément de recettes qui ne pèsera que sur l'année 2020, dont l'exécution est estimée à **7 700K€**.

Pour 2021, le niveau de ces recettes devra être ajusté (point sur le vote de la grille tarifaire figurant à l'ordre du jour) pour couvrir nos dépenses et envisager des investissements.

Chapitre 74	CA 2019	BP + BS + DM 2020	BP 2021
CDC - Appel RI	6 650 715,86 €	7 350 267,00 €	
Subv CITEO - Eco DDS - Eco - Mob	764 965,53 €	916 000,00 €	906 000 €
ADEME	-600,00 €	32 826,50 €	17 500,00 €
Remboursements sur CAE	54 699,88 €	41 664,00 €	57 000,00 €

Au titre de l'exécution 2020, les subventions CITEO ont augmenté (atteinte du critère de performance), de même que Eco TLC et Ecologic.

Les remboursements sur CAE ont baissé, mais pourraient être revus à la hausse (le remplacement de postes en 35h à la Recyclerie par des 20h, devrait augmenter les remboursements.)

Une aide de l'ADEME de 17 500 € est prévue en 2021 (Recyclerie), les subventions sont attendues en ligne sauf pour Eco Mobilier (- 10 000 €, baisse de soutien financier au profit de l'augmentation du soutien opérationnel).

Au titre de l'exécution 2020, les remboursements sur rémunération sont à la hausse (41 000 € prévus au BP au 13), dus à beaucoup d'arrêts longs dont deux agents partis en rupture conventionnelle. La prévision 2021 est à la baisse (013).

		CA 2019	BP + BS + DM 2020	BP 2021
13	Remboursements sur rémunération	72 710,15 €	78 836,91 €	30 000 €
77	Produits exceptionnels	23 800,17 €	14 300 €	14 000 €

Au vu des points abordés, la section de fonctionnement ne permet pas un équilibre financier pérenne et ne permet pas non plus le financement d'investissements complémentaires.

En effet, cette évolution se constate au travers de la dégradation de la CAF (point abordé lors de la présentation rétrospective et prospective de l'audit financier)





### Vue d'ensemble budget 2020 et Budget primitif 2021 :

SECTION DE FONCTIONNEMENT		Total Budget 2019	CA 2019	BP 2020	Total BP 2020 + BS +DM	Estimation BP 2021
DEPENSES						
011	Charges Générales	1 062 505,44 €	962 048,81 €	1 030 502,00 €	983 531,68 €	1 230 964,37 €
	Marchés de prestations et 611	5 386 227,25 €	5 283 958,37 €	5 213 570,00 €	5 470 324,60 €	6 104 993,87 €
	<b>Sous-Total 011 :</b>	<b>6 448 732,69 €</b>	<b>6 246 007,18 €</b>	<b>6 244 072,00 €</b>	<b>6 453 856,28 €</b>	<b>7 335 958,24 €</b>
012	Charges de Personnel	2 020 060,00 €	1 993 733,39 €	2 054 475,00 €	2 191 489,68 €	2 361 746,12 €
65	Autres charges de gestion courante	47 000,00 €	38 233,13 €	40 000,00 €	43 200,00 €	52 038,56 €
66	Charges Financières	113 830,13 €	106 478,41 €	100 668,55 €	92 168,55 €	99 358,33 €
67	Charges Exceptionnelles	10 000,00 €	2 313,58 €	2 000,00 €	32 000,00 €	15 000,00 €
68	Provisions pour risques et charges	100 000,00 €	0,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €
042	Dotations aux amortissements	545 817,60 €	545 552,19 €	720 800,00 €	713 300,00 €	738 741,40 €
022	Dépenses imprévues	30 259,42 €	0,00 €	20 000,00 €	30 000,00 €	20 000,00 €
023	Virement à la section d'investissement	1 241 052,36 €	0,00 €	211 151,25 €	1 438 909,74 €	0,00 €
<b>TOTAUX :</b>		<b>10 556 752,20 €</b>	<b>8 932 317,88 €</b>	<b>9 443 166,80 €</b>	<b>11 044 924,25 €</b>	<b>10 672 842,65 €</b>
RECETTES		Total Budget 2019	CA 2019	BP 2020	Total BP 2020 + BS +DM	Estimation BP 2021
74	CDC- appels RI	6 353 964,00 €	6 650 715,86 €	7 350 267,00 €	7 350 267,00 €	
	SUBV. eco-emballages/Eco DDS/Eco-folio/Eco-Mobilier	955 000,00 €	764 965,53 €	916 000,00 €	916 000,00 €	906 500,00 €
	Ademe	0,00 €	-600,00 €	21 000,00 €	21 000,00 €	17 500,00 €
	Remboursements sur CAE	52 499,59 €	54 699,88 €	41 663,92 €	41 663,92 €	57 002,40 €
	<b>Sous-Total 74 :</b>	<b>7 361 463,59 €</b>	<b>7 469 781,27 €</b>	<b>8 328 930,92 €</b>	<b>8 328 930,92 €</b>	<b>981 002,40 €</b>
70	Produit des services dont facturations	906 553,53 €	857 368,65 €	687 800,00 €	582 450,00 €	553 315,60 €
042	Opération d'ordre	0,00 €	0,00 €	172 627,88 €	172 627,88 €	172 627,88 €
13	Remboursements sur rémunération	64 000,00 €	72 710,15 €	41 008,00 €	78 836,91 €	30 000,00 €
75	Autres revenus dont Magasin Recyclerie	203 800,00 €	212 223,67 €	202 800,00 €	177 800,00 €	202 001,00 €
76	Produits financiers	100,00 €	9,53 €	0,00 €	0,00 €	7,06 €
77	Produits exceptionnels	16 258,61 €	23 800,17 €	10 000,00 €	14 300,02 €	14 000,00 €
002	Solde cumulé reporté				1 708 152,02 €	
<b>TOTAUX :</b>		<b>10 556 752,19 €</b>	<b>8 635 893,44 €</b>	<b>9 443 166,80 €</b>	<b>11 044 924,25 €</b>	<b>1 952 953,94 €</b>

### III/ La Section d'Investissement :

L'intégralité des crédits prévus au budget 2020 ne seront pas consommés.

Un emprunt envisagé en BS ne sera pas réalisé, les crédits envisagés pour Saint Magne ne seront pas mobilisés.

Ont été consommés :

Equipement parc : L'achat de la pelle élévatrice (248 k€),

Petit équipement : l'achat de bennes, de barrières, l'installation de bavettes en déchèterie, caisson maritime et caméras (41 K€)

Travaux déchèteries : Electrification de Rimons, éclairage ATEX, garde-corps (66 k€)

Matériel de collecte : bacs, bornes aériennes (111 k€) Les bornes enterrées n'ont pas été réalisées

Recyclerie : Autolaveuse, fourgon, souffleur et de la signalisation, des travaux de câblage informatique et des caisson palox ont été achetés (61 K€). Reste en attente une partie des crédits liés à la mise aux normes ERP.



Massugas : les travaux sont terminés. Restent à solder 21 k€. Le virement effectué en BS correspondait à une ligne d'équilibre.

Saint Magne : Seule la maîtrise d'œuvre a été réalisée.

Communication : Panneaux de signalétique en déchèteries et Recyclerie

Hors ligne d'équilibre, la consommation des crédits 2020 est de 80 %

Le prévisionnel des réalisations 2020 et des crédits à débattre pour 2021 sont présentés par opération dans la synthèse ci-après

	Budget 2020 + RAR	BS 2020 + DM 2020	TOTAL BUDGET 2020	REALISE Liquidé + Engagé	BP 2021	
					Priorités 1	Priorités 2
	Budget 2020 + RAR	BS 2020 + DM 2020	TOTAL BUDGET 2020	REALISE Liquidé + Engagé	BP 2021 Priorités 1	Priorités 2
<i>Équipement Parc</i>	0,00 €	270 000,00 €	270 000,00 €	248 604,29 €	26 500,00 €	
Équipement Transports	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	230 000,00 €	15 000,00 €
Petit équipements service exploitation	78 917,47 €	41 362,00 €	120 279,47 €	41 259,47 €		
Travaux déchetteries	122 400,00 €	10 774,00 €	133 174,00 €	66 223,05 €	118 600,00 €	124 000,00 €
Matériels de collecte	163 254,78 €	0,00 €	163 254,78 €	111 470,78 €	171 000,00 €	
Recyclerie	58 986,41 €	60 000,00 €	118 986,41 €	61 227,28 €	317 400,00 €	7 000,00 €
Massugas	583 177,03 €	2 167 625,42 €	2 750 802,45 €	641 428,87 €	35 000,00 €	
Saint Magne	207 023,67 €	0,00 €	207 023,67 €	147 773,67 €	115 000,00 €	20 000,00 €
Comm	48 637,58 €	-11 500,00 €	37 137,58 €	10 399,88 €	13 000,00 €	2 000,00 €
Divers	79 018,36 €	2 750,00 €	81 768,36 €	26 508,15 €	29 000,00 €	
	475 780,00 €	2 625 836,83 €	3 882 426,72 €	1 354 895,44 €	1 055 500,00 €	168 000,00 €

Pour 2021, les crédits envisagés correspondent aux opérations en annexe 1, hiérarchisées en 3 priorités, P1, P2 et P3.

Sont repris dans le tableau ci-dessus, P1 et P2, dont la somme correspond au chapitre 21.

Il est prévu au 16, la poursuite du remboursement du capital

Il est prévu au 20 des frais d'étude pour réaménagement de Saint Magne et toiture Recyclerie, frais de licences

Il est prévu au 042 une dépense d'amortissement de subvention (= recette de fonctionnement)

Dans l'hypothèse d'un équilibre de la section de fonctionnement sans virement à l'investissement, une enveloppe maximale de 220 k€ serait disponible.

Des arbitrages doivent être menés.





### Vue d'ensemble budget 2020 et budget primitif 2021 :

SECTION d'Investissement		Total Budget 2019	CA 2019	BP 2020	Total RAR +BP + BS + DM 2020	BP 2021
DEPENSES						
16	Emprunts et assimilés	330 381,79 €	297 381,82 €	303 543,37 €	303 543,37 €	309 853,59 €
20	Immobilisations incorporelles	274 115,61 €	112 807,75 €	11 521,04 €	151 586,14 €	70 000,00 €
204	fonds de concours		0,00 €		0,00 €	
21	Immobilisations Corporelles	1 560 461,44 €	836 501,28 €	432 258,96 €	1 166 593,72 €	1 223 500,00 €
23	Immobilisations en cours (Opérations en cours)	4 401 934,87 €	1 570 556,11 €	32 000,00 €	391 621,44 €	
23	Immobilisations en cours (Opération à venir)	0,00 €	0,00 €		2 162 625,42 €	
27	Cautions et emprunts		0,00 €	0,00 €	10 000,00 €	14 000,00 €
041	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	235 000,00 €	233 697,00 €	59 213,62 €	59 213,62 €	0,00 €
042	Opérations d'ordre entre sections	0,00 €	0,00 €	172 627,88 €	172 627,88 €	172 627,88 €
020	Dépenses imprévues d'investissement	59 819,24 €			0,00 €	0,00 €
TOTALUX :		6 861 712,95 €	3 050 943,96 €	1 011 164,87 €	4 417 811,59 €	1 789 981,47 €
RECETTES		Total Budget 2019	CA 2019	BP 2020	Total RAR +BP + BS + DM 2020	BP 2021
10	Dotations et Fonds de réserve	0,00 €	0,00 €			0,00 €
040	Amortissements	545 817,60 €	545 552,19 €	720 800,00 €	720 800,00 €	738 741,40 €
16	emprunts et assimilés	1 500 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	1 110 740,00 €	
23	remboursements sur retenues de garanties	79 351,41 €	79 351,42 €			
041	Opérations d'ordre entre sections	235 000,00 €	233 697,00 €	59 213,62 €	59 213,62 €	
021	Virement de la section de fonctionnement	1 241 052,36 €		211 151,25 €	1 438 909,74 €	
001	Excédent d'investissement reporté				1 088 148,23 €	
TOTALUX :		6 861 712,95 €	878 600,61 €	1 011 164,87 €	4 417 811,59 €	738 741,40 €

